

N° 613 décembre 2021

N°CPPAP 0220s07170

Fédération FO de la métallurgie

le journal



www.fo-metaux.org

Assemblée générale Airbus group

Du vent dans les ailes



Près de 180 métallos FO se sont retrouvés à Toulouse les 28 et 29 octobre pour le séminaire de coordination Airbus group. Entre refonte à venir de l'édifice social du groupe, réorganisation industrielle et orientations stratégiques, le tout dans un climat social tendu et sur fond de reprise de l'activité, ils ont examiné en profondeur la situation de l'avionneur.

Schaeffler - p.16
Un mauvais tour joué aux salariés

Benteler - p. 18
FO Métaux refuse la fermeture

Liebherr - p.19
Être sur tous les fronts

Sommaire



Ce mensuel est le vôtre...

Organe de la Fédération Force Ouvrière de la Métallurgie,

“FO Métaux LE JOURNAL” est le magazine de tous ses syndicats et de tous ses adhérents.

Si vous voulez qu'il remplisse efficacement son rôle de lien et de reflet de l'actualité, n'hésitez pas à prendre contact avec la rédaction dès qu'un événement le justifie.

Informez-nous des conflits qui surviennent dans votre entreprise et des accords qui y sont signés. Cela donne des éléments de comparaison et rend service à d'autres syndicats, engagés eux aussi dans des discussions. Faites-nous part de vos expériences syndicales. Pour tout ce qui concerne le journal, appelez la Fédération :

Tél. : 01 53 94 54 27 • Fax : 01 45 83 78 87

Chiffres à connaître :

SMIC horaire brut : 10,48 euros

SMIC brut mensuel : 1589,47 euros

Plafond de la sécurité sociale :

3 428 euros par mois

(pour l'année 2021 : 41 136 euros)

Coût de la vie :

+0,4 % en août (+0,4 % hors tabac);

+2,6 % en glissement sur les 12 derniers mois (+2,6 % hors tabac).

Chômeurs : 3 544 100

(catégorie A, publiés le 27 octobre 2021)

Indice de référence des loyers :

131,67 (3^{ème} trimestre 2021).

Taux d'intérêt (23 novembre) :

-0,49 % au jour le jour.

3 Editorial

4 L'événement

Assemblée générale Airbus group :
du vent dans les ailes 4-11

15 L'actu en bref

Faurecia : Nogent-sur-Vernisson se relance 15

16 Actualité sociale

RCC chez Schaeffler :
un mauvais tour joué aux salariés 16

Benteler veut vivre ! 18

18 Actualité syndicale

ELM Leblanc :
des métallos soudés 18

Séminaire Liebherr :
être sur tous les fronts 19

USM de Savoie :
une présence incontournable 19

20 Infos

Amtcor Selestat :
une force de conviction 20

Disparition de Christian Oury 20

21 Vos droits

Récapitulatif 2021 de « Vos droits » 21

22 Jeux

Des métaux et des mots 22



Et toujours
l'information
en ligne sur...
www.fo-metiaux.com



En cette traditionnelle période de début des négociations annuelles obligatoires (NAO) dans les entreprises pour obtenir des augmentations salariales, pour l'année 2022 nous demandons à nos délégués de revendiquer une augmentation du pouvoir d'achat des salariés qui doit passer en priorité par des augmentations générales, mais également d'obtenir des clauses de revoyure.

Les employeurs doivent absolument comprendre, compte tenu du contexte inflationniste et de leurs résultats financiers positifs, voire extrêmement positifs pour certains, qu'ils doivent entendre les revendications de nos représentants FO en s'orientant vers un véritable partage des profits. Bien évidemment, nous allons entendre le sempiternel refrain « mais nous partageons déjà au travers de la participation et de l'intéressement une partie de ces profits », ce que nous ne contestons pas pour celles et ceux qui ont la chance d'en bénéficier. C'est d'ailleurs parfois un plus non négligeable. Pour autant, cela ne reste « qu'un élément aléatoire des rémunérations » car il ne permet pas un cumul salarial correct dans toute la carrière d'un salarié.

Pour FO Métaux, le véritable partage des profits pour l'année 2022 doit obligatoirement passer par une augmentation générale des salaires. Pendant des années, au moment des négociations annuelles, le discours des employeurs, et du fait qu'il n'y avait plus les effets inflationnistes des années 1980, a été d'éviter les augmentations générales. Fort heureusement, grâce à notre détermination et celle de nos délégués, des accords selon les entreprises ont pu être signés tout au long de ces dernières années.

Malheureusement, il n'en n'est pas de même dans les entreprises où nous ne sommes pas implantés. Dans ces entreprises, les salariés doivent donc s'organiser collectivement en nous rejoignant et en créant un syndicat FO, qui défendra, grâce à nos valeurs et à la pratique contractuelle et conventionnelle, le pouvoir d'achat de ces salariés.

Enfin, en cette période d'inflation, nous conseillons vivement aux employeurs de nos

Face au retour de l'inflation, négociez ferme!

différents secteurs d'être corrects et honnêtes en répondant favorablement aux revendications de nos délégués en attribuant, dans le cadre des négociations pour l'année 2022, des augmentations salariales dignes et à la hauteur des enjeux actuels, et ce afin de garantir la paix sociale au sein des entreprises dans un contexte de pandémie très morose et anxiogène. Rappelons-le à nouveau, les salariés demandent juste de pouvoir vivre dignement du fruit de leur travail, sachant que ce sont eux qui font la richesse des entreprises et qui permettent aux actionnaires de se redistribuer des dividendes parfois à la limite de l'acceptable au regard de ce qui peut être redistribué aux salariés.

De plus, et face à une carence importante de main-d'œuvre qualifiée dans certains de nos secteurs d'activités ainsi qu'à une inflation continue avec une augmentation des prix de l'énergie, du carburant et des produits alimentaires qui pèse sur les ménages, tous les ingrédients sont réunis pour justifier nos arguments au moment des négociations. C'est pour cette raison que nous avons appelé, lors de la manifestation nationale du 5 octobre dernier, les salariés et retraités à se mobiliser pour défendre le pouvoir d'achat. A ce titre, nous apportons notre soutien à l'UCR-FO et aux mobilisations engagées et nous demandons aux retraités de nos secteurs d'activités et aux salariés de la métallurgie de participer à la manifestation du 2 décembre en faveur du pouvoir d'achat des retraités.

En parlant de soutien, au niveau industriel, et face à différentes annonces qui nous laissent craindre trois fermetures d'entreprises relevant du secteur automobile : Benteler dans l'Yonne, Malhe en Haute-Savoie et la SAM dans l'Aveyron, nous apportons notre soutien à nos équipes syndicales là où nous sommes présents et à l'ensemble des salariés de ces trois entreprises.



Organe officiel de la
Fédération confédérée FO
de la Métallurgie

Directeur de la publication :
Frédéric Homez

Imp.Spéciale FO Métaux
N° de CPPAP: 0220s07170

Rédaction : Temps Forts

Publicité : PMV
9, rue Baudoïn, 75 013 Paris

Contact :
01 53 94 54 00
contact@fo-metiaux.fr

Du vent dans les ailes

Près de 180 métallos FO se sont retrouvés à Toulouse les 28 et 29 octobre pour l'assemblée générale Airbus group. Autour du secrétaire général de la Fédération FO de la métallurgie Frédéric Homez, du secrétaire fédéral Edwin Liard, du coordinateur Dominique Delbouis, du secrétaire de l'USM de Haute-Garonne Patrice Pauly et du secrétaire de l'UD31 Serge Cambou, ils se sont penchés sur la situation de l'avionneur. Entre refonte à venir de l'édifice social du groupe, réorganisation industrielle et orientations stratégiques, le tout dans un climat social tendu et sur fond de reprise de l'activité, les échanges ont été particulièrement nourris.

Remerciant les métallos FO pour l'organisation de cette assemblée générale et la qualité de leurs interventions, le secrétaire général de la Fédération FO de la métallurgie a conclu les travaux en saluant le combat qu'ils mènent sur les sites pour le pouvoir d'achat au travers de la politique salariale, en résonance avec les préoccupations des Français sur les salaires. Il a ensuite présenté les grandes lignes du document que prépare la Fédération à destination des candidats à l'élection présidentielle 2022, et dont la transition environnementale et énergétique sera le fil non pas rouge mais vert. Rappelant ce que notre organisation avait revendiqué et obtenu avec les livres blancs publiés lors des précédentes présidentielles, comme la BPI ou les filières stratégiques, il s'est dit confiant dans notre capacité à peser dans la campagne. « L'industrie doit retrouver la place qui n'aurait jamais dû cesser d'être la sienne au cœur de notre économie, a martelé Frédéric Homez, et nous comptons bien faire réagir les prétendants à l'Élysée à ce sujet. »

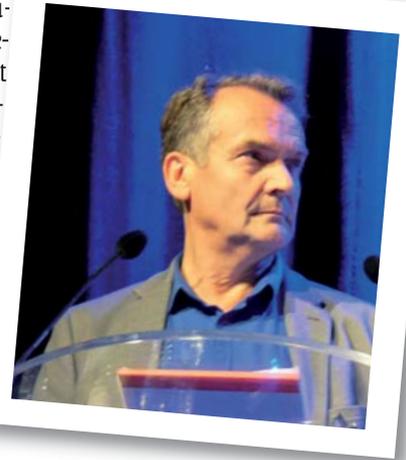
Notre poids dans le débat public dépendant aussi de notre force dans les entreprises, il a souligné l'importance du développement dans le cadre de la représentativité, exhortant les métallos à poursuivre leurs efforts pour créer de nouvelles implantations et développer celles existantes, dévoilant également le projet de renforcement des USM par la mise en place de développeurs en charge de la création d'implantations. Revenant ensuite sur le

Frédéric Homez :

« aucun salarié ne sera perdant »

dispositif conventionnel de la métallurgie, dont les négociations arrivent à leur terme, il a rappelé les nombreuses contraintes qui pesaient sur les discussions, la

complexité de la tâche et tout ce que FO avait réussi à sauver, à commencer par la prime d'ancienneté chère aux métallos et facteur d'attractivité pour la métallurgie. « Cela aura pris le temps nécessaire mais grâce à notre insistance, aucun salarié ne sera perdant avec le nouveau dispositif », s'est-il félicité. Fidèle à ses principes, notre Fédération devrait, en début d'année prochaine, si la négociation va à son terme, réunir ses instances afin de présenter le nouveau dispositif conventionnel et décider de la signature de l'organisation. Malgré l'empressement de l'UIMM à boucler le dossier au plus vite, FO Métaux compte bien prendre le temps nécessaire pour comparer les conventions collectives territoriales et le projet de dispositif, afin de négocier ensuite pour préserver les particularités locales dans un esprit gagnant-gagnant. Ce chantier, qui marquera l'histoire de la branche, concernera également toutes les entreprises, qui auront ensuite à retranscrire le dispositif à leur niveau, comme Airbus va le faire avec le projet Reload. « Soyons fiers d'essayer de mener à bien cette négociation majeure en sauvegardant les intérêts des salariés, et même en les améliorant, a plaidé Frédéric Homez. Soyons aussi capables de valoriser ce résultat de notre réformisme exigeant lors des prochaines échéances électorales ! »



Airbus group

Edwin Liard : « nous avons pris nos responsabilités »

Le secrétaire fédéral Edwin Liard est intervenu pour un point sur le secteur aéronautique, durablement touché par les conséquences de la pandémie, qui a montré la dépendance de l'industrie à la mondialisation. La reprise progressive du trafic aérien masque une réalité : les voyages d'affaires, qui représentent plus de la moitié du chiffre d'affaires des compagnies aériennes, sont encore loin d'avoir retrouvé leur niveau d'avant crise, et ne le retrouveront probablement pas. « Le risque pour leur rentabilité, et donc leur volume de commandes et le prix final des avions, est majeur, et il faudra suivre cette variable de près », a insisté Edwin Liard. La sortie de crise est aussi passée par le dialogue social, a précisé le secrétaire fédéral, qui a rappelé l'action de notre organisation au plus fort des turbulences. « C'est parce que nous avons pris nos responsabilités et avons réussi à concilier les intérêts des entreprises et ceux des salariés que la filière s'en est aussi bien sortie », a-t-il fait valoir.

Pour autant, l'avenir reste à construire et FO y prendra sa part en même temps qu'elle exercera toute sa vigilance. Ainsi de la nécessaire consolidation de la filière, en cours avec les regroupements qui vont donner à la supply chain la robustesse qui lui manque, ou encore des essais technologiques autour de l'avion du futur, qui devra répondre aux enjeux de la transition énergétique et environnementale, sans oublier les défis européens de la défense et du spatial, où la France ne pourra pas développer seule un nouveau lanceur ou l'avion de combat du futur. Avec des estimations de 32 000 avions à construire dans les 20 pro-

chaines années, « les perspectives de l'aéronautique sont bonnes, s'est réjoui Edwin Liard, mais la

concurrence sera forte. Il faudra que donneurs d'ordre et sous-traitants s'accordent sur la montée en cadence, que soient données les garanties nécessaires sur la durée pour que puissent être réalisés les investissements lourds dont a besoin le secteur, et que la formation retrouve un rôle central pour fournir à l'aéronautique les compétences qu'elle recherche. Plus que jamais, nous devons être force de proposition. »



Dominique Delbouis : « nous n'aurons pas droit à l'erreur »

« Protéger la santé des salariés, puis leur emploi avec l'APLD notamment, faire respecter notre ligne rouge du zéro licenciement : rien n'a été facile mais FO a réussi cela pendant cette pandémie. Grâce au dialogue social et à la pratique contractuelle, FO Airbus a sauvé l'emploi de tous les salariés et protégé notre groupe, nous avons également contribué à le faire progresser à la première place mondiale dans l'aéronautique. » Résumant par ces mots le rôle de notre organisation ces derniers mois, le coordinateur FO Airbus group Dominique Delbouis n'a pas caché que beaucoup restait encore à faire.

Si notre organisation peut se féliciter de la création d'Airbus Atlantic qui regroupera les activités aérostructures, reconnues comme cœur de métier, comme FO le revendiquait depuis 2008, elle peut également s'enorgueillir d'avoir négocié que l'ensemble des droits sociaux des salariés concernés soient protégés, tout comme elle a obtenu des engagements sur les investissements et les emplois entre autres. Le projet Reload, qui ouvre la renégociation de l'ensemble du dispositif social du groupe suite à la refonte du dispositif conventionnel de la métallurgie, promet de mobiliser avec exigence toute la coordination FO Airbus group. « Avec près de 150 accords signés depuis 1970, le travail est conséquent et les enjeux énormes pour les salariés, a prévenu Dominique Delbouis. Nous n'aurons pas droit à l'erreur, et ce dossier sera au centre des prochaines élections professionnelles. » Tout comme la question du pouvoir d'achat, où la aussi FO sera très exigeante ! Au plan industriel, la bonne tenue des divisions Helicopters et

Défense&Space a montré la pertinence des analyses de FO, qui a toujours plaidé pour une activité diversifiée, laquelle a participé à maintenir l'en-

semble du groupe lorsque les commandes d'avions ont baissé. La crise a contribué à creuser l'écart avec Boeing, notamment parce que Airbus, avec l'aide de FO, a su miser sur la construction sociale. Reste à obtenir la reconnaissance des salariés dans les urnes pour tout ce que notre organisation a accompli en termes de défense de l'emploi et de l'industrie. Les équipes syndicales s'y préparent déjà.



L'ensemble des participants ont souligné la qualité, la convivialité de l'accueil au pays de la chocolatine. Tous ont salué le sens de l'hospitalité de l'équipe FO d'Airbus Toulouse, qui a su créer un climat propice aux échanges de qualité mais aussi à des moments de fraternité dont les métallos FO avaient été privés par la crise sanitaire.

L'hospitalité toulousaine



Interventions des délégués

« nous avons sauvé l'essentiel »

Sur fond de reprise de l'activité, les interventions des métallos FO ont montré que des points de tension subsistent, notamment sur la supply chain ou les montées en cadence, sans oublier la réorganisation du groupe avec le projet Reshape, qui aura également un impact social. Dans ce domaine, FO va aussi avoir fort à faire avec Reload et la renégociation de son édifice social, sans oublier les prochaines élections professionnelles comme point de mire de toutes les équipes.



Fabrice Merck,
Airbus Helicopters,
Marignane

« Notre travail de communication porte ses fruits. Près de 1 950 articles sur de nombreuses thématiques ont été publiés sur l'application mobile MyFO que nous avons mise en place en 2016, ainsi qu'une cinquantaine de vidéos. Et les résultats sont là : nous sommes sur le point de dépasser les 10 000 téléchargements et enregistrons des pics d'audience à 14 000 vues ! Depuis février 2020, la coordination a créé un groupe communication qui opère plus largement et monte en puissance dans la perspective des prochaines élections professionnelles. Libres et indépendants sur le plan politique, nous devons plus que jamais être unis et solidaires au plan syndical pour poursuivre notre progression. »



Jean-Sébastien Seigné,
Airbus Opérations,
Toulouse

« Pour les plus de 14 000 salariés de notre site, la pandémie a été une épreuve que l'action de FO a malgré tout permis de traverser en limitant la casse. Nous avons négocié et signé en un temps record

une dizaine d'accords et n'avons pas hésité à aller à la grève en juillet 2020 pour défendre notre ligne zéro licenciement. Lors du PSE, le dialogue social a ainsi sauvé près de 3 000 postes. Avec une équipe syndicale renouvelée, nous n'oublions pas que la compétitivité est à présent en arrière-plan des négociations, toujours plus nombreuses, et que lors des prochaines élections, nous serons jugés sur ce que nous aurons préservé. Sur le plan industriel, le carnet de commandes reste fort de 600 appareils. Entre charges déjà fortes et montée en cadence, le travail ne manque pas mais les tensions sur la supply chain, entre pénurie de semi-composants et prix des matières premières, va finir par avoir un impact sur la production. »



Sylvain Dolza,
DSC Airbus Helicopters

« Dans une société blessée, c'est à nous de faire bloc afin d'avancer et de relever les défis sociaux, industriels et climatiques. Cette mission, nous l'accomplissons au quotidien, libres et indépendants, dans l'entreprise, par le dialogue social au service

de l'ensemble des salariés, souvent seuls remparts contre le moins-disant social, efficaces dans la défense de nos acquis et la négociation de nouveaux droits. La renégociation du dispositif social d'Airbus pourra être une opportunité pour FO et pour le groupe de pérenniser un modèle social qui a fait ses preuves, mais aussi de redonner de l'attractivité à nos métiers. Il faut également garantir l'avenir de nos sites et de nos emplois, alors que nous subissons des décisions politiques quant à la répartition des charges entre les pays. Nos valeurs et nos méthodes ont permis de traverser la pandémie, elles nous permettront de bâtir le futur. »



Vincent Perdriel,
DSC adjoint
Airbus Defense&Space

« Les mois qui viennent de passer ont été ceux d'une lente reconstruction pour notre équipe après de nombreuses difficultés, en particulier après la disparition de notre ami Christophe Cargano. Trouver un nouvel élan

n'a pas été facile mais nous avons réaffirmé notre filiation à notre organisation, à notre Fédération, ainsi que la fierté de nos valeurs et de nos modes d'action. Le terrain est notre thérapie, et nous enregistrons de nouvelles adhésions, prévoyons des opérations et allons au contact des ingénieurs. Le retour sur site après les confinements a été compliqué pour les salariés et marqué par une accidentologie en hausse ainsi qu'une montée des conflits individuels découlant d'un respect mis à mal par trop de télétravail. C'est pour nous un défi à relever et nous n'entendons pas nous défilier. »



Thierry Vincendeau, Airbus commercial, Nantes

« Avec le départ de notre site de la division commerciale vers la nouvelle entité Atlantic, nous redoutons que la compétitivité ne devienne le seul maître-mot de notre quotidien et nous comptons sur la coordination et les équipes FO pour nous accompagner lors de cette transition, mais aussi pour la préparation des élections professionnelles. Nous les abordons dans un contexte difficile car l'ambiance sociale est tendue chez nous, entre coups fourrés et menaces ou intimidations, sans oublier des moyens souvent insuffisants pour remplir nos missions et défendre tous les salariés. »

Nous restons attachés au dialogue social, à la proposition et la revendication. Espérons que la nouvelle structure permette de mettre cela en pratique, car il n'est pas possible de vivre la révolution permanente. »



Yves Da Costa, Stelia Aerospace, Toulouse

« Après le Covid et le PSE, nous voilà face à Reshape et Reload, qui viennent alimenter la fatigue et la colère de salariés moralement usés, entre les tensions professionnelles et une sphère personnelle où s'est infiltrée la pression. La situation est d'autant plus difficile pour nos élus que les autres organisations syndicales jettent de l'huile sur le feu. Entre amalgames et mensonges, elles ont torpillé notre excellent accord d'APLD et ont entraîné des salariés dans un débrayage injustifié. Nous craignons un assaut de démagogie pour les prochains accords. Il nous faut être sur le terrain en permanence »

pour échanger avec les salariés, mais il nous faut aussi former nos nouveaux élus et les accompagner, tout en préparant les prochaines échéances électorales. La solidarité des métallos FO au sein du groupe sera un atout précieux. »



Loïc Jouan, Stelia Aerospace, Saint-Nazaire

« Entre mouvements spontanés des salariés ou ceux déclenchés par les manipulations d'autres organisations syndicales, nous avons fort à faire sur le terrain social pour défendre nos accords et nos positions, pourtant tournés vers les intérêts des salariés. Les femmes et les hommes changent ; les extrêmes et l'individualisme montent et sont difficiles à contrer. Reload sera un bon test pour mesurer la place du dialogue social sur notre site, et la direction aura un rôle à jouer en choisissant de mettre l'accent sur l'humain ou sur la compétitivité. D'autant que l'activité repart mais que les bras manquent, et les externalisations, théoriquement limitées dans le temps, nous inquiètent. Récupérera-t-on ces charges ? Airbus Atlantic devra nous faire confiance. »



Régis Delu, DSC adjoint Airbus Helicopters, Marignane

« FO a été un facteur d'unité pendant la pandémie, rassurant et informant les salariés tant sur le terrain que dans les situations de télétravail avec notre application. Tandis que d'autres jouaient la division, nous avons œuvré avec succès au maintien de l'activité et à la sécurité de tous. En parallèle, il a fallu négocier l'accord de compétitivité tout en évitant la saignée sociale. Nous avons réussi à maintenir nos acquis et à faire respecter nos lignes rouges. Les salariés ont été avec nous pour se battre contre les pertes de charges et n'ont pas hésité à se mobiliser largement. Nous sommes le centre d'excellence mécanique du groupe et tenons à la rester, ce qui suppose de produire chez »

nous plutôt qu'en Allemagne, surtout pour les commandes publiques. Nous poursuivons nos efforts de syndicalisation et sommes présents dans les trois collèges. »



Maxime Delporte, Stelia Aerospace, Méaulte

« Entre la montée de l'individualisme et la perte de confiance dans les institutions, les relations sociales ne sont pas aisées et certaines organisations syndicales en profitent pour rajouter une couche de démagogie qui met à »

mal le dialogue social et nuit à l'entreprise. Pour plusieurs membres récents de notre équipe, ce fut un baptême du feu difficile, dont ils se sont bien sortis. Alors que règnent la rumeur et le risque d'être pris à partie, nous devons adapter nos formations à ces nouvelles situations et contrer le chacun pour soi. Reste que nous manquons de temps et de moyens, d'autant que nous sommes les seuls à expliquer les accords, et donc à faire face à la contestation. Face à des comportements de plus en plus inacceptables, il faut un soutien fort de la direction au dialogue social sur notre site. »

Le comité européen

Succédant à Marc Ambiaux en tant que coprésident du comité européen d'Airbus, Jean-Marc Escourrou est brièvement revenu sur le rôle de cette instance qui couvre les trois divisions du groupe sur six pays (France, Allemagne, Royaume-Uni, Espagne, Pologne, Roumanie) et émet des avis incontournables dans tous les domaines. Entre les suppressions de postes du projet Odyssey et la réorganisation de la supply chain avec Reshape, qui aboutit à la création d'Airbus Atlantic, la société qui va regrouper l'activité aérostructure, Jean-Marc Escourrou n'a pas caché que le comité avait été très sollicité. « L'avis de FO pèse lourd, et nous devons conforter notre place aux prochaines élections pour que cela continue, dans l'intérêt des salariés », a-t-il conclu.





Philippe Bonnaire, Airbus Helicopters, Le Bourget

« Nous avons mené à bien, en pleine crise sanitaire, l'installation du pôle d'excellence composite au Bourget, dans le cadre de la spécialisation des sites qui, si elle a été une bonne opération pour nous, n'a pas été une bonne affaire pour tout le monde. Depuis le départ de La Courmeuve, l'esprit convivial du site n'est plus. Si l'activité et la rentabilité sont au beau fixe, trop de salariés n'y croient plus. Manque de respect, flicage, dévalorisation... Où est la qualité de vie au travail prônée par le groupe ? Face à la montée de l'absentéisme et des arrêts maladie, nous avons tiré le signal d'alarme et été entendus. Il faudra également être vigi-

lants lors de la renégociation de nos accords groupe car le risque est fort de voir la direction opposer les sites pour mieux les diviser et ainsi jouer sa seule partition. »



René Lorenzi, Airbus SAS, Toulouse

« Avec une majorité de cadres sur notre site, dont près de 20 % n'étant pas français, le développement syndical n'est pas simple mais nous n'en progressons pas moins. Nous avons sauvé l'essentiel lors du PSE et évité les licenciements, ce qu'il ne faudra pas oublier de rappeler. L'activité a repris rapidement chez nous, plus tôt qu'à la production mais le recours massif au télétravail, auquel sont bien adaptés nos métiers, est une petite révolution et génère de fortes attentes des salariés. A nous de les saisir et de ne pas laisser le champ libre à d'autres. Dans un paysage marqué par la crise, mais aussi par la réorgani-

sation industrielle et les négociations à venir, les repères ont disparu et les salariés ont besoin de nous à leurs côtés. Nous avons resserré les liens avec Airbus opérations, et comptons bien les mettre à profit pour les prochaines échéances électorales. »



Patrick Berenguer, coordinateur adjoint

« En septembre 2020, la direction a lancé les négociations sur la compétitivité, articulées autour de cinq volets. Concernant le développement des sites et le rapatriement des charges, les discussions se poursuivent mais le déséquilibre avec l'Allemagne n'est toujours pas résolu. Sur la RCC, nous avons obtenu de bonnes conditions de départ pour les salariés concernés et une contrepartie de 200 embauches. Nous avons refusé que la co-construction intègre directement les salariés. Les thèmes « réduction des coûts et flexibilisation du temps de travail » ont été les plus difficiles car la direction est remontée

jusqu'à notre accord de 1998 sur l'annualisation pour faire la liste des acquis sur lesquels elle voulait revenir afin de faire des économies. Face à cette tentative de braquage, le combat a été féroce mais nous n'avons rien lâché et n'avons signé les accords qu'après satisfaction de nos revendications. »



Frédéric David, Airbus commercial, Saint-Nazaire

« Malgré les contraintes sanitaires, FO a réussi à négocier une quinzaine d'accords pendant la pandémie pour protéger les salariés sur tous les plans. S'ils ont été rassurés, cela n'a duré qu'un temps et le pessimisme est revenu, attisé par d'autres organisations incapables d'autre chose que de surfer sur le mécontentement. La création d'Airbus Atlantic pour regrouper les activités aérostructures nous a pris de court et nous a inquiétés car la notion de compétitivité y a beaucoup de place. Le retard pris dans le lancement de la société jumelle allemande a également été

source de tensions et il a fallu mettre la pression aux directions pour avoir des garanties

sur cette opération, qui n'a donc pas été de soi, et rassurer les salariés. Nous avons été également présents le 5 octobre pour se battre pour le pouvoir d'achat, comme nous le faisons au quotidien sur notre site. »



Xavier Pesson, MBDA

« Les activités de défense nous ont permis de passer la crise mieux que le secteur civil. Notre résultat d'exploitation 2020 est excellent, grâce à nos stocks et à la réduction des frais de déplacement, et 2021 s'annonce comme un record de vente et de com-

mandes, sans compter 575 embauches annoncées, ainsi qu'une politique salariale à 5,2 % sur ces deux années. Au plan social, nous travaillons à un accord sur le télétravail et la QVT, ainsi qu'à un accord de méthode sur la classification des emplois, sujet où les informations de la Fédération sont précieuses et qui pourrait être un vecteur de syndicalisation si nous sommes efficaces. Quelques nuages cependant : les tensions avec les Anglais avec l'affaire des sous-marins australiens menacent le modèle européen de défense mais aussi des projets comme le SCAF, qui doit définir les vecteurs de demain, primordiaux pour la défense française. Nous devons défendre ce projet vital tant au plan industriel que politique. »



Christophe Viron, Stelia Aerospace, Rochefort

« La pandémie a eu pour conséquences des départs volontaires avec le PSE puis un redémarrage avec des effectifs réduits, ajoutant à la fatigue des salariés déjà sous pression. Avec un nouveau bureau et une nouvelle

équipe, nous avons beaucoup à faire pour combattre le mal-être et le manque de dialogue social à tous les niveaux sur le site, d'autant que certaines organisations se nourrissent de la situation et comptent prospérer sur le mécontentement des salariés. La direction n'écoute pas davantage, comme elle l'a montré lors des négociations sur l'accord JNT ou sur l'accord 9/10, où la détermination de FO a été remarquée et appréciée par les salariés. La solidarité des autres sites nous est plus que jamais nécessaire et nous comptons sur la mise en place d'Airbus Atlantic pour pérenniser et améliorer nos outils, et gagner en compétitivité tout en préservant la QVT. »



Josette Raynaud, Airbus opérations, Toulouse

« Présente dans chaque champ professionnel, la formation continue a été étatisée en 2018 via France Compétences. Fini le paritarisme et, comme FO l'avait prédit, cette nouvelle organisation n'a pas les moyens de remplir ses missions. La loi de 2018 a profondément changé le paysage, trop de fonds sont alloués à des formations sans véritable plus-value pour les salariés qui doivent s'adapter aux nouvelles technologies et au défi permanent que constitue l'incessant changement du monde. Il faut penser la formation en termes d'investissement et non de charge, et favoriser une co-construction des parcours entre l'entreprise et le salarié. La GEPP et l'entretien professionnel pourraient permettre de piloter cette démarche, à condition de ne plus être vus comme des formalités administratives. Il manque aujourd'hui une vision globale et une volonté d'anticiper dans ce domaine. »



Grégory Vernon, Airbus DS, Région Parisienne

« L'exaspération des salariés est palpable, à mesure que l'ancien monde revient en force alors qu'ils attendent la reconnaissance des efforts fournis pendant la crise sanitaire. Mais les salaires ne suivent pas et à présent, avec le flex office, c'est l'espace de travail qui est attaqué, contribuant à rendre chacun toujours plus remplaçable. Nous devons encadrer le télétravail pour défendre les salariés face aux possibilités d'abus, mais aussi œuvrer à la reconnaissance de leurs compétences. Trop sont en souffrance et quittent l'entreprise, qui ne sait pas gérer ce tournant majeur dans le monde du travail et peine dorénavant à recruter. Le dialogue social peut apporter des solutions, mais seulement si est présente la volonté de se saisir des vrais problèmes. Ils seront au cœur de la prochaine campagne électorale mais aussi des préoccupations des jeunes, auxquels nous devons apporter informations et réponses. »



Isabelle Cadillon-Sicre, Airbus opérations, Toulouse

« Airbus group a obtenu 89 sur 100 au fameux index d'égalité homme/femme cette année, ce qui est assez satisfaisant mais, comme pour tous les indicateurs, masque certaines carences. Ainsi, il faut par exemple noter qu'il n'y a aucune femme dans le top 10 des rémunérations chez Airbus. Cet index, bien qu'utile, reste très imparfait et doit être amélioré. Nous avons également encore du travail concernant l'emploi des salariés en situation de handicap, où Airbus reste en-deçà du seuil légal de 6 % de la masse salariale. Des engagements ont été pris via une convention signée avec l'AGEFIPH, dont nous surveillerons la réalisation. Le dynamisme de notre Fédération sur ces sujets est à saluer et à amplifier. »



Bernard Tachaires, DSC Ariane group

« Le transport spatial européen est en pleine effervescence, avec en toile de fond pour la France le maintien d'un accès autonome à l'espace pour conserver sa souveraineté. Ariane 5 est en fin de vie, Ariane 6 se fait attendre et face à la concurrence agressive de Space X, appuyée par les financements de la NASA pour sponsoriser ses rabais commerciaux, il faut réagir vite. La seule réponse d'Ariane group semble être la chasse aux coûts et la réduction d'effectifs tandis que les dotations européennes arrivent au compte-gouttes et qu'au lieu de jouer collectif, l'Allemagne et l'Italie misent sur leurs propres lanceurs. Nous nous battons pour préserver nos savoir-faire et nos compétences, ainsi que pour obtenir de la charge de travail. Le secteur de la défense nous offre des perspectives mais au-delà, c'est toute une filière d'expertise qu'il faut éviter de brader par manque de moyens. »



Frédéric Planche, DSC Airbus DS

« Passée la crise, nous avons renoué avec une activité soutenue, notamment sur les satellites où l'on frise l'embouteillage avec entre autres conséquences une hausse de l'accidentologie. Dans le domaine de la défense également, les charges sont importantes. Les salariés sont souvent passionnés par leurs métiers de haute technologie, qui contribuent au maintien de la paix, à l'échange d'informations, la surveillance du climat ou la compréhension de l'univers, mais entre la fatigue, la pression et des mentalités qui changent, le vivre ensemble est mis à mal. Notre juste combat pour le pouvoir d'achat n'est par ailleurs pas facile à articuler entre le niveau national et le niveau local (entreprise). Dans ce contexte, la quête de sens prend de l'ampleur et il nous revient de le faire comprendre aux Directions. A tous les égards, Reload sera aussi une occasion d'obtenir des compensations pour tous les efforts fournis par les salariés ces dernières années. »

Le mot de l'UD Le secrétaire de l'UD de Haute-Garonne Serge Cambou a vanté la force des liens entre les équipes Airbus et l'UD, mais aussi la place des métallos FO réformistes dans l'organisation, et leur capacité à faire vivre les valeurs qui leur permettent de défendre les acquis des salariés efficacement. Il a aussi salué l'engagement de notre Fédération au niveau interprofessionnel avant d'évoquer le dossier de la représentativité, qui a contraint FO à devenir une « machine électorale ». Il s'est félicité de la première place tenue par notre organisation au niveau départemental et a souligné le rôle qu'ont joué les 240 syndicats FO de ce territoire dans ce beau résultat.



ipeca.fr

IPECA, LA PROTECTION SOCIALE DES PROFESSIONNELS DE L'AÉRONAUTIQUE ET DE L'AÉROSPATIALE CIVILE ET MILITAIRE.

IPECA œuvre, depuis plus de 70 ans, pour
le bien-être de la communauté de l'aéronautique
et de l'aérospatiale civile et militaire.

Elle protège les femmes et les hommes de ce secteur
dans tous les domaines de la protection sociale
complémentaire, **collective ou individuelle**,
en **santé** comme en **prévoyance**.

COMPLÉMENTAIRE SANTÉ
GARANTIE DÉCÈS
SURCOMPLÉMENTAIRE SANTÉ

Pour en savoir plus :

0 810 510 510 Service 0,05 € / appel
+ prix appel

IPECA PRÉVOYANCE - 5 rue Paul Barruel - 75740 Paris cedex 15

Institution de Prévoyance régie par le titre III du livre IX du code de la Sécurité sociale relevant de l'Autorité
de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris cedex 09.

IPECA
UNE VIE À VOUS PROTÉGER

Daniel Barberot, coordinateur Safran : « Si Safran, leader sur la plupart de ses marchés, se porte bien et que nous nous réjouissons du redécollage du trafic aérien, synonyme de reprise des activités après-vente dont nous tirons l'essentiel de nos revenus, nous cherchons comment concilier notre stratégie et celle d'Airbus. A l'instar de Boeing et de Comac, qu'il ne faut pas sous-estimer, l'avionneur européen vise un accroissement de sa production important, qui requiert de notre part de forts investissements et nous pose un double problème : celui de la pérennité de cette montée en cadence mais aussi de sa rentabilité pour Safran, qui ne réalise que peu de marge sur la première monte. En parallèle nous poursuivons nos recherches pour des moteurs plus écologiques. Au plan social, nous avons été novateurs et responsables avec les accords ATA et de sortie de crise, qui ont préservé les emplois et les compétences, et apporté du plus aux salariés. »



Jean-Damien Bloquet, coordinateur adjoint

« Le syndicalisme et le dialogue social ont trop peu de place dans le débat public, et si la pandémie a montré la pertinence de nos positions sur les relocalisations industrielles, la reprise économique redevient un prétexte pour ne rien faire. A nous de mettre ces questions au cœur de la prochaine présidentielle. Le retour de l'activité offre des perspectives rassurantes pour l'emploi, déjà efficacement préservé par FO pendant la crise, mais le marché reste sous tension, la supply chain souffre et l'attractivité de nos métiers est en berne. Résultat : de trop nombreux départs. Il faut relancer notre ascenseur social, ainsi que la formation et l'apprentissage. Airbus a les moyens d'une politique salariale ambitieuse, que nous devons tirer vers le haut, sans oublier d'agir sur la QVT et l'insertion professionnelle des jeunes, qui sont aussi les syndicalistes de demain. »

« La création d'Airbus Atlantic au travers du projet Reshape est pour nos équipes une belle victoire syndicale, fruit de nos efforts et des revendications que nous portons depuis 2008, reconnaissance de ce que nous avons toujours soutenu : les aérostructures font partie du cœur de métier de notre groupe. La compétitivité ne nous fait pas peur. C'est parce que nous en avons fait preuve que nous avons remporté des marchés comme celui de l'A220 et que nous sommes de retour. Avec Reload, nous aurons l'occasion de rappeler aux salariés que les droits, ce sont les syndicats qui vont les chercher et non les directions qui les donnent. A nous d'en faire une opportunité par le dialogue social, et s'il le faut par le rapport de force. Le redémarrage de l'activité ne va pas sans craintes, entre tension sur les matières premières, pénurie de semi-conducteurs et flambée des prix de l'énergie. Il faudra faire en sorte que les salariés n'en payent pas le prix en défendant le droit dont découlent tous les autres : l'emploi. »

Dany Devaux, DSC Stélia Aérospatiale

« La création d'Airbus Atlantic au travers du projet Reshape est pour nos équipes une belle victoire syndicale, fruit de nos efforts et des revendications que nous portons depuis 2008, reconnaissance de ce que nous avons toujours soutenu : les aérostructures font partie du cœur de métier de notre groupe. La compétitivité ne nous fait pas peur. C'est parce que nous en avons fait preuve que nous avons remporté des marchés comme celui de l'A220 et que nous sommes de retour. Avec Reload, nous aurons l'occasion de rappeler aux salariés que les droits, ce sont les syndicats qui vont les chercher et non les directions qui les donnent. A nous d'en faire une opportunité par le dialogue social, et s'il le faut par le rapport de force. Le redémarrage de l'activité ne va pas sans craintes, entre tension sur les matières premières, pénurie de semi-conducteurs et flambée des prix de l'énergie. Il faudra faire en sorte que les salariés n'en payent pas le prix en défendant le droit dont découlent tous les autres : l'emploi. »

« La création d'Airbus Atlantic au travers du projet Reshape est pour nos équipes une belle victoire syndicale, fruit de nos efforts et des revendications que nous portons depuis 2008, reconnaissance de ce que nous avons toujours soutenu : les aérostructures font partie du cœur de métier de notre groupe. La compétitivité ne nous fait pas peur. C'est parce que nous en avons fait preuve que nous avons remporté des marchés comme celui de l'A220 et que nous sommes de retour. Avec Reload, nous aurons l'occasion de rappeler aux salariés que les droits, ce sont les syndicats qui vont les chercher et non les directions qui les donnent. A nous d'en faire une opportunité par le dialogue social, et s'il le faut par le rapport de force. Le redémarrage de l'activité ne va pas sans craintes, entre tension sur les matières premières, pénurie de semi-conducteurs et flambée des prix de l'énergie. Il faudra faire en sorte que les salariés n'en payent pas le prix en défendant le droit dont découlent tous les autres : l'emploi. »

Stéphane Carré, coordinateur Mécachrome

« L'évolution de l'emploi chez Mécachrome illustre ce qui se passe encore chez beaucoup de sous-traitants sur ce plan. La négociation de l'APLD a permis dans un premier temps d'éviter des licenciements, puis a été suivie par un PSE et une RCC, la fermeture du site de Vibray et le déplacement du siège social. Nous avons ensuite racheté le groupe Hitim et ce mouvement de rapprochement avec d'autres sous-traitants, encouragé par les pouvoirs publics, est loin d'être terminé. Tout cela entraînera de nouvelles fermetures et touchera des salariés qu'il faudra reclasser. Pas facile pour nos équipes de justifier de telles dépenses et des licenciements dans le même temps ! Nous redonnons vie à la politique salariale après deux années de gel mais les comptes sont dans le rouge. Nous devons veiller à ce que la concentration industrielle ne se fasse pas au prix de l'emploi et des salaires. »



Frédéric Libert, ArianeGroup, Issac

« Possédée pour moitié par Safran et par Airbus, notre société souffre d'un manque clair de leadership qui pose un réel problème face à une concurrence mondiale très forte. En interne, nous avons évité le pire avec

une RCC concernant 540 postes mais nous sommes en butte à la radicalisation d'autres organisations et à la contestation permanente. La transmission des savoir-faire, alors que depuis 10 ans les départs s'accumulent, est aussi une problématique centrale, qui se retrouve d'ailleurs aussi au plan syndical. En complément de la très efficace formation fédérale, nous avons mis en place un coaching pour nos militants afin d'organiser la transmission de notre histoire et de notre culture, car c'est aussi par là que passe l'avenir de notre syndicat. Il nous faut également relever le défi de la syndicalisation au 3^{ème} collège, mais nous y sommes prêts. »



Bertrand Mendez, DSC Airbus commercial

« Dès les premiers effets de la pandémie, FO a insisté sur le caractère conjoncturel de la crise, a fixé ses lignes rouges et a pris ses responsabilités pour protéger les salariés. Nous n'avons pas seulement sauvé des emplois mais

aussi permis au groupe de rester debout et prêt aux montées en cadence consécutives au redémarrage de l'activité. Malgré ce bon bilan, les adaptations nécessaires ont créé du mécontentement chez les salariés et il nous faut valoriser à présent tout ce que nous avons fait pour les défendre. Nous avons 6 900 appareils en commande, dont l'A321 représente une bonne part, ce qui va donner charges et visibilité à Toulouse et garantir sa pérennité post-A380. Les challenges ne manquent pas, que ce soit au plan industriel ou au niveau social avec Reshape, Reload et la politique salariale. L'aéronautique et Airbus sont à un tournant de l'Histoire. FO sera au rendez-vous. »





**[FO Métaux souhaite aux métallos]
et à leur famille de bonnes fêtes !**

**Pour tout renseignement,
contactez votre délégué FO Métaux**



FO
Métaux
Notre industrie,
nos emplois !

Pour chacun, pour tous, pour la vie



Le Groupe VYV est le 1^{er} acteur global de santé et de protection sociale.

Le Groupe VYV œuvre au quotidien pour être utile à tous et à chacun tout au long de leur vie. Il protège plus de 11 millions de personnes dans l'ensemble de son écosystème et propose des solutions adaptées aux employeurs publics et privés. Acteur engagé, il innove et anticipe pour construire une société plus équitable et socialement responsable. Le Groupe VYV s'affirme comme un véritable entrepreneur du mieux-vivre.

www.groupe-vyv.fr

GRUPE
vyv

Entrepreneur du
mieux-vivre



Faurecia : Nogent se relance

Les métallos FO du site Faurecia de Nogent-sur-Vernisson (Loiret) se sont retrouvés le 2 novembre autour du secrétaire fédéral Valentin Rodriguez, du secrétaire de l'USM45 Sylvain Lanzi et du DSC Faurecia Frédéric Césard. L'objet de la rencontre ? Remettre sur les rails leur syndicat après une passe difficile, ce qu'ils ont fait en nommant Jamal Bourra à la tête du syndicat. Ce dernier aura fort à faire : si l'activité économique sur le site est plutôt bonne, les relations sociales ont besoin d'un nouvel élan et il faut également fédérer à nouveau les métallos. Pour ce faire, le nouveau secrétaire du syndicat pourra compter sur l'appui de notre Fédération, mais aussi sur celle du DSC Faurecia et de l'USM, qui ont été aux côtés de l'équipe syndicale au plus fort des difficultés. Ensemble, ils comptent bien réaffirmer la présence de FO à Nogent-sur-Vernisson, et la faire progresser.



Négociations, réunions de travail mais aussi fait insolite, l'actu de FO Métaux se décline également en brèves...

Hauts-de-France et Normandie se préparent à négocier



C'est en visioconférence que les responsables des USM des Hauts-de-France et de Normandie que se sont réunis le 4 novembre avec le secrétaire fédéral Valentin Rodriguez pour évoquer les négociations à venir dans le cadre de l'EDC. Après avoir rappelé que chaque territoire devait comparer sa convention collective avec le projet d'EDC négocié par notre Fédération afin d'en

tirer un constat partagé avec l'UIMM locale sur les différences existantes concernant les rémunérations et certaines primes pour négocier ensuite des compensations, Valentin Rodriguez est revenu sur la deuxième phase du processus, qui concernerait à partir de janvier prochain tous les autres aspects régis par les conventions collectives territoriales. Les échanges ont montré le bon avancement du processus et la détermination des métallos pour ces futures négociations.

Semaine de l'industrie : priorité à l'emploi

La 10^{ème} semaine de l'industrie, qui vient de se tenir, du 22 au 28 novembre, était placée sous le signe d'un « avenir durable », une thématique chère à notre organisation. Elle a également mis l'accent sur un autre sujet incontournable pour notre organisation : l'emploi. Alors que l'industrie peine à recruter (près de 70 000 offres d'emploi restent à pourvoir en cette fin d'année), il est essentiel de redorer son image, notamment auprès des jeunes. La mise en avant des engagements de l'industrie en faveur de l'environnement, sujet qui touche beaucoup les jeunes générations, est un premier pas. Mais pour FO Métaux, au-delà de l'image, c'est aussi sur la formation qu'il faut agir pour assurer son avenir !



Jean-Marie Petit honoré

C'est un métallo FO exemplaire qui a tiré sa révérence le 3 novembre en la personne de Jean-Marie Petit et a reçu la médaille de la Fédération. Délégué syndical chez MTM, sous-traitant ferroviaire, il a pris sa retraite et c'est au titre de son investissement syndical pendant près de 34 ans qu'il a été honoré à l'UL de Valenciennes en présence du secrétaire fédéral Eric Keller, du secrétaire de l'USM du Nord Jean-Paul Delahaie et de plusieurs camarades. Dans toutes les entreprises où il a travaillé, il a laissé le souvenir d'un syndicaliste exigeant, engagé dans toutes les actions de notre organisation, toujours mobilisé pour défendre les salariés. Devenu au fil des ans une figure syndicale incontournable dans le ferroviaire et la terreur de nombreux services juridiques, il était aussi fortement engagé dans le domaine du handicap. Pour l'avenir, seules les plantes auront à composer avec la fougue de ce passionné de jardinage, qui va enfin pouvoir passer du temps dans son jardin...



RCC chez Schaeffler : un mauvais tour joué aux salariés

Le groupe vient de signer un accord de RCC qui, sans répondre aux défis qu'affrontent ses sites, taille dans les effectifs avec la complicité de plusieurs organisations syndicales. Pour les salariés et pour FO, seule à les défendre dans l'affaire, le coup est rude.

Alors que Schaeffler semblait s'être plutôt bien sorti de la crise sanitaire, c'est une bien mauvaise surprise qu'ont eue ses salariés avec la signature ce 26 octobre d'un accord de RCC pour les sites de Haguenau (Bas-Rhin) et Chevilly (Loiret) de l'équipementier automobile et aéronautique, et qui va concerner 239 salariés sur un total de 1 700. En 2019 déjà, Schaeffler avait eu recours à une RCC qui avait touché 196 salariés. Cette fois, le groupe justifie sa décision par l'évolution du marché automobile vers le tout électrique, qui affecterait ses productions destinées aux moteurs thermiques, et la volonté de « préserver sa réactivité », et surtout ses 510 millions d'euros de chiffre d'affaires annuels. Lancée en juin dernier, la procédure avait abouti à un accord signé par FO mais contesté par d'autres organisations syndicales, pour le plus grand mécontentement des salariés, qui soutenaient l'accord et n'ont pas hésité à manifester le 12 octobre pour le faire savoir. « Nous avons obtenu que le volontariat soit la seule base de la RCC,



se souvient le secrétaire du syndicat FO Denis Petrazoller, en accord avec l'état d'esprit des salariés qui sont aussi nos collègues. Et nous avons été bloqués par des organisations syndicales qui, aujourd'hui, n'ont pas hésité à signer un texte moins favorable aux salariés, s'offrant une victoire syndicale sur leur dos ! »

bonne situation de l'entreprise laisse les métallos FO sceptiques sur l'urgence de la RCC, le refus de la direction d'un référendum sur l'accord à la demande des salariés les indignent encore plus, d'autant que cette même direction rouvre dans la foulée la négociation sur la RCC mais en change légèrement les termes... « Le volontariat était la ligne rouge à ne pas franchir pour FO, pointe Géraldine Nivon, et c'est précisément ce que le nouveau texte a balayé, d'où notre refus de signer. »

Marqués par cette entourloupe, les métallos FO de Schaeffler ont depuis mené une campagne d'information solide à destination des salariés et entendent bien ne pas en rester là. « L'accord qui vient d'être signé, en plus d'être une parodie de dialogue social, est un bien mauvais tour joué aux salariés, fulmine Denis Petrazoller. Ils sauront s'en souvenir lors des prochaines élections ! »

Parodie de dialogue social

Le lendemain de la manifestation spontanée des salariés se tient l'assemblée générale du syndicat FO, avec la participation de la secrétaire fédérale Géraldine Nivon, du secrétaire de l'USM du Bas-Rhin Eric Borzic et de l'équipe FO de BDR Therma. Si la





AG2R LA MONDIALE

Prendre la main
sur demain

L'aide aux aidants : un véritable enjeu pour les branches professionnelles

Le nombre d'actifs aidant un proche en situation de dépendance a doublé en 10 ans. AG2R LA MONDIALE renforce son soutien aux aidants au travers de son action sociale et se met à disposition des branches professionnelles pour imaginer un accompagnement adapté à leurs spécificités.

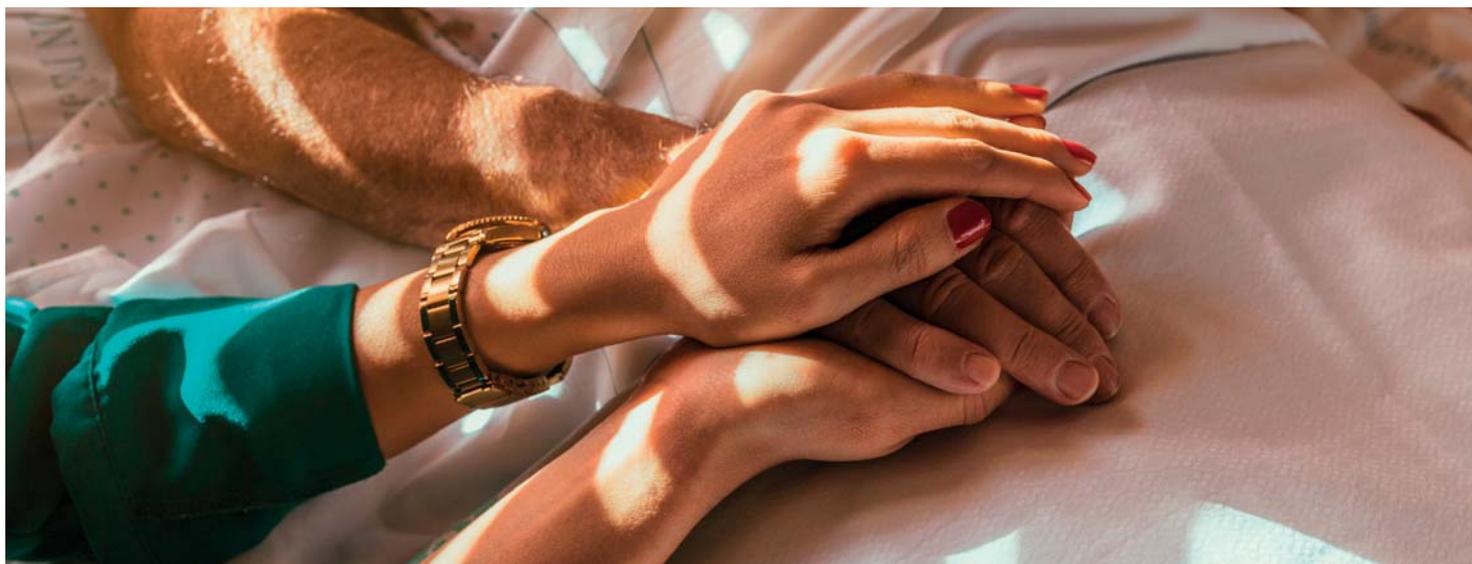
En France 4 millions d'actifs s'occupent d'un proche en situation de dépendance. Au total 1 salarié sur 5 exerce une activité professionnelle en parallèle du temps consacré à ses proches.

Pour soutenir ces derniers, la Loi de financement de la Sécurité sociale 2020 a mis en place depuis le 30 septembre 2020 l'indemnisation du congé « proche aidant ». Ce dispositif permet à un aidant de cesser de travailler temporairement pour s'occuper d'un proche en situation de handicap lourd ou de perte d'autonomie avancée tout en étant indemnisé.

AG2R LA MONDIALE met à disposition de ses bénéficiaires :

- des solutions d'hébergement ou de répit, avec la plateforme téléphonique Orizea, les séjours Vivre le Répit en Famille® et le service SOS-Répit®,
- des bilans de prévention santé dans les centres de prévention Bien Vieillir Agirc-Arrco,
- l'accès à des acteurs associatifs : l'Association française des aidants, la Compagnie des aidants ou le Relais des aidants,
- des services d'information et d'écoute : l'antenne téléphonique Allo Alzheimer.

Pour plus d'informations



Benteler veut vivre !

Le 23 novembre et depuis plusieurs jours, à l'appel de notre organisation, les 400 salariés du sous-traitant automobile de l'Yonne Benteler manifestent avec le soutien de notre Fédération et de l'UD89 pour défendre leur site, dont la fermeture a été annoncée quelques jours plus tôt.

Les profits ou la vie ? Pour Benteler, qui fabrique des structures de voiture et des châssis pour Stellantis, Renault et Volvo, la priorité est clairement à la finance. Le groupe vient de confirmer la fermeture de son site de Migennes, qu'il ne juge pas assez compétitif, et de laisser ses 400 salariés sur le carreau d'ici la fin de l'année 2022. Inacceptable pour les salariés et pour notre organisation, qui ont décidé de se battre pour leur site et leurs emplois.

Pour le délégué syndical FO Abderrahmane Nassour, les arguments avancés par la direction ne correspondent pas à la réalité de l'entreprise, qui tourne à plein régime : « on continue de travailler le samedi et le dimanche. Il y a trois entrepôts à Sens qui débordent de près d'un mois de stock, ce qui n'est jamais arrivé chez Benteler. Pourquoi faire autant de stocks ? interroge le métallo FO. Parce qu'il y a certainement un grand PSE qui se prépare, que la direction craint une grève et que ces stocks-là pourraient aider à la neutraliser. » Le rejet de l'offre déposée par Mutares, un potentiel repreneur allemand pourrait d'ailleurs être un signe supplémentaire du désastre imminent. Car si le profil de ce candidat spécialisé dans la reprise de PME industrielles en difficultés (il vient de racheter Lapeyre, spécialiste de l'aménagement, avec la perspective prochaine de suppression d'emplois) inquiétait les salariés, écarter son offre sous prétexte qu'elle manque de garanties au-delà de 2023 n'est pas sérieux : qui croira que Benteler se soucie de l'avenir d'une entité dont elle veut se séparer ?



Avec ses 25 000 salariés à travers le monde pour un chiffre d'affaires de 6,3 milliards d'euros en 2020, Benteler ne cache pas qu'il « connaît une restructuration au niveau mondial » et affirme qu'il « n'a pas les moyens de réinvestir dans le site de Migennes ». Pour le secrétaire fédéral Valentin Rodriguez, venu apporter le soutien de la Fédération aux métallos icaunais, il ne fait pas de doute que « le groupe est dans une logique de délocalisation que rien ne justifie sinon des raisons financières ». Il a rappelé que pour notre organisation, qui est intervenue auprès de Bercy sur ce dossier, il fallait au contraire donner la priorité à la localisation et la relocalisation de l'industrie et des emplois sur le territoire français. « Pour parvenir à ce résultat, l'action des pouvoirs publics ne saurait suffire, a-t-il ajouté. Il faut aussi que les donneurs d'ordre de la filière automobile prennent leurs responsabilités pour pérenniser leurs sous-traitants en France. »

ELM Leblanc : des métallos soudés

Le 8 septembre s'est tenue l'assemblée générale du syndicat ELM Leblanc Saint-Thégonnec à Morlaix (Finistère). Autour de leur secrétaire Alain Le Goueff, en présence de la secrétaire fédérale Géraldine Nivon, de la DSC ELM Leblanc Alexandra Callant et du secrétaire de l'UD29 Jacques Arnal, c'est la situation d'une entreprise en pleine tourmente que les métallos FO ont examinée.

Depuis l'annonce de la restructuration du groupe, en début d'année, les métallos FO d'ELM Leblanc vivent dans l'inquiétude. Pour leurs emplois, et pour leur site, surtout à Saint-Thégonnec, directement menacé par la possible mise en route d'une nouvelle usine à l'implantation toujours indéterminée, et qui viendrait s'accaparer leur production de ballons. Depuis, les incohérences du plan de la direction n'ont toujours pas été levées. Aujourd'hui, néanmoins, l'équipe ELM Leblanc s'appuie à nouveau sur notre Fédération, qui est et sera à leurs côtés dans l'épreuve. « Il s'agit d'une implantation industrielle de premier plan dans le département, a souligné Géraldine Nivon, et nous ne laisserons pas faire sans combattre, malgré la complexité du dossier. » Si le projet de RCC et la stratégie de l'entreprise pour 2027 ont évidemment été au cœur des échanges, les métallos ont également évoqué la négociation et la signature d'un accord sur le télétravail, ainsi qu'un projet d'évolution de la garantie assistance, signe

que, malgré une situation tendue, le travail syndical n'en continue pas moins. Géraldine Nivon a centré son intervention sur les dossiers occupant FO Métaux

au plan national, et en particulier sur les négociations pour la refonte du dispositif conventionnel de la métallurgie. Elle a notamment présenté le nouveau système de classification, qui devait faire quelques semaines plus tard l'objet d'un exercice de simulation avec les métallos. La récente mesure de la représentativité et le nécessaire développement de notre organisation ont également figuré en bonne place dans sa prise de parole.



Séminaire Liebherr : être sur tous les fronts

Si le groupe Liebherr, à l'instar de quelques autres acteurs de la métallurgie, a su éviter une trop grande dégradation de sa situation économique, l'action syndicale n'y est pas de tout repos et les métallos FO ont fort à faire pour défendre les intérêts des salariés, comme les échanges l'ont montré. Le dialogue social cher à notre organisation, n'est pas au beau fixe avec la direction de Liebherr France. Notre organisation y mène un combat de longue date entre autres sur l'application des directives européennes relatives à la mise en place d'un comité de groupe européen, que Liebherr entrave. En termes de structuration de la représentation du personnel, les métallos FO ont également abordé la question d'une coordination Liebherr plus formalisée et surtout formée dans le groupe. A cet égard, Géraldine Nivon a rappelé que le futur dispositif conventionnel de la métallurgie et particulièrement le thème 9 « le dialogue social en entreprise » devrait prévoir l'ouverture d'une négociation afin de mettre en place une coordination plus structurée. Les échanges ont aussi porté sur la situation de Liebherr distribution France, dont les agences devraient être rattachées à Liebherr Niederhergheim, une autre

société du groupe. Le risque étant de voir les salariés concernés se retrouver quelque peu isolés, la coordination s'est penchée sur les moyens de les aider et la perspective d'une négociation sur ce projet. Ce type de travail commun a d'ailleurs montré toute sa pertinence, comme le bilan des NAO l'a montré. Les revendications communes établies par les métallos l'an passé n'ont certes pas donné les résultats escomptés mais parler d'une seule voix a permis à FO de montrer sa force, laissant entrevoir de véritables marges de progression si la détermination reste de mise.

Enfin, une partie des travaux a été consacrée au développement syndical, priorité de notre Fédération. Sur ce point, les prises de contact avec les agences sur tout le territoire se poursuivent, et les efforts sur le site toulousain, où l'USM Midi-Pyrénées a été mise dans la boucle. Le secrétaire fédéral Bruno Reynes a participé en visioconférence pour faire un point sur les cadres, et a pris acte du choix de la coordination sur une des pistes évoquées au dernier séminaire, de la mise en place d'un « afterwork », qui s'inscrira aussi dans une stratégie globale pour les prochaines élections.



Les 16 et 17 septembre, les métallos FO de Liebherr se sont retrouvés à la Fédération en séminaire autour de la secrétaire fédérale Géraldine Nivon et de la DS Corinne Walspurger. Un point a été fait sur la situation économique du groupe, les négociations, le développement syndical et la formation. Ce programme plus que chargé a permis d'avancer en commun sur les problématiques rencontrées par les Liebherr.

USM de Savoie : une présence incontournable

Les métallos FO de la Savoie se sont retrouvés le 22 septembre à Chambéry pour le congrès de leur USM. Réunis autour de leur secrétaire Didier Taupelet, qui passait ce jour la main à Mickael Colavitto, en présence des secrétaires fédéraux Nathalie Capart et Gérard Ciannarella, ainsi que du secrétaire de l'UD73 Pierre Didio, ils ont examiné la situation du département et fait le point sur les perspectives de développement syndical.

Outre les négociations salariales avec l'UIMM, les métallos FO savoyards ont été, comme dans la plupart des territoires, occupés par la gestion de la crise sanitaire et de ses conséquences. Après le déconfinement, l'USM a pu constater que l'activité reprenait avec un bon niveau dans les entreprises de la métallurgie mais que, du côté patronal, l'heure était plutôt à l'attentisme, ne facilitant en rien les négociations. FO n'en pas moins participé à toutes les réunions, notamment dans les commissions paritaires, refusant de jouer la politique de la chaise vide, contrairement à d'autres organisations. Les confinements suivants ont d'ailleurs montré la pertinence des positions et des actions de FO, en particulier sur le chômage partiel, dont ont pu bénéficier de nombreux salariés. Un tour de table a ensuite permis de prendre la mesure de la situation dans plusieurs entreprises.

Gérard Ciannarella et Nathalie Capart sont intervenus pour un point sur la situation générale, rappelant tout ce que notre organisation avait fait durant la crise sanitaire pour défendre l'industrie et les salariés. Ils ont également évoqué la belle réussite du congrès fédéral d'octobre 2020 à Nice et les évolutions à venir de notre Fédération. Après avoir poursuivi sur la réforme de la formation professionnelle et l'évolution du dispositif

conventionnel de la métallurgie, un rappel a été fait sur le rôle et les missions des USM, et l'apport majeur de la formation fédérale dans le travail syndical des métallos, que ce soit sur le terrain ou lors des nombreuses négociations auxquelles ils participent. Les métallos ont achevé le congrès par un hommage à Didier Taupelet pour le travail accompli à la tête de l'USM.



Le nouveau bureau élu

Le nouvel bureau élu est composé de Mickael Colavitto (secrétaire), Donovan Schatzer (secrétaire adjoint), Didier Taupelet (trésorier), Gilbert Cusanno (trésorier adjoint) et Rémy Couzelin (archiviste).

Amcor Selestat : une force de conviction

Les métallos FO d'Amcor Selestat (Bas-Rhin) se sont retrouvés le 2 septembre pour l'assemblée générale de leur syndicat. Autour de leur secrétaire Eric Borzic (par ailleurs secrétaire de l'USM68 et membre de la CA fédérale), en présence de la secrétaire fédérale Géraldine Nivon et de la secrétaire de l'UD du Bas-Rhin Christiane Heintz, ils ont fait le point sur la situation de l'entreprise et sur les combats menés par notre organisation.

Rares sont les entreprises à avoir traversé la pandémie sans dommages majeurs, et Amcor, dans le Bas-Rhin, est l'une d'entre elles, comme l'a montré l'assemblée générale du syndicat FO le 2 septembre. Néanmoins, l'année écoulée n'a pas forcément été de tout repos pour les métallos, qui ont eu à se battre une nouvelle fois contre une décision imposée unilatéralement et dans une totale méconnaissance du terrain sur le port de lunettes de sécurité sur l'intégralité du site. Pour FO, pas question de faire n'importe quoi avec la sécurité des salariés, or une mesure inadaptée peut parfois faire plus de dégâts que l'absence de mesure. Voilà pourquoi les métallos se sont mobilisés sur le dossier sur plusieurs sites, dont celui de Selestat. L'action de notre organisation a permis de parvenir à l'ouverture du dialogue puis à la mise en place concertée de mesures réellement adaptées aux réalités du terrain, à la grande satisfaction des salariés. L'assemblée générale a également permis aux métallos de mettre à jour la composition du comité de groupe afin que celle-ci reflète au mieux l'ensemble des sites d'Amcor.



Géraldine Nivon est ensuite intervenue pour un point sur les nombreux dossiers qui occupent notre Fédération, au premier rang desquels la refonte du dispositif conventionnel de la métallurgie. Elle est également revenue sur les résultats de la représentativité, avec une attention particulière pour la région Grand Est, dont elle a la charge, et le département du Bas-Rhin. Avec Eric Borzic, elle a pu se féliciter de voir que les métallos FO ont maintenu leur niveau, s'établissant à 21 %. Christiane Heintz est venue compléter ce point par une intervention sur l'actualité du département, mais aussi sur les épineux dossiers des retraites et de l'assurance chômage, dans lesquels notre organisation est en première ligne pour défendre les salariés.

Disparition de Christian Oury

S'il est pour les métallos FO un nom indissociable du fabricant de machines agricoles Kuhn, dans le Bas-Rhin, c'est bien celui de Christian Oury, qui en avait fondé le syndicat FO et vient de nous quitter le 5 novembre. Il avait fait toute sa carrière depuis plus de 40 ans dans l'entreprise, où il avait créé le syndicat FO en 2004 et en avait été le secrétaire jusqu'en 2020. Il avait également assumé des responsabilités interprofessionnelles en étant secrétaire de l'UL de Saverne, de sa création, en 2004, jusqu'en 2018, et avait également été conseiller prud'homme de 2014 à 2018, un mandat où son goût des autres avait trouvé son meilleur terrain d'expression.

Car la vie de Christian Oury s'est toujours écrite sous le signe de l'engagement au service des autres. Outre ses fonctions syndicales, il était également conseiller municipal de sa ville de Saverne depuis 2008, où il présidait également le CHSCT. Ancien sapeur-pompier, il fut aussi directeur local de l'urgence et du secourisme à la Croix-Rouge française de Strasbourg de 2016 à 2020 avant de rejoindre la Protection Civile. Durant cette période, il avait consacré énormément de son temps et de son énergie au développement de l'Unité locale de Strasbourg. Pour son camarade Pascal Minihot, qui lui a succédé à la tête du syndicat FO Kuhn, « c'était un homme de cœur et de convictions, un fort caractère qui passait un

temps incroyable au local syndical, entièrement dévoué à la mission qu'il s'était donnée : aider son prochain. » C'est pour tous les métallos de l'entreprise une personnalité marquante qui disparaît.

La Fédération FO de la métallurgie et son secrétaire général Frédéric Homez adressent leurs condoléances à celles et ceux qui l'ont connu et aimé, avec une pensée particulière pour ses trois enfants et sa famille, dont ils partagent la peine.



Récapitulatif 2021 de « Vos droits »

Chaque mois, votre Fédération FO Métaux vous propose un article portant sur des thématiques juridiques variées, afin de vous aider au mieux à vous défendre, à faire partager la connaissance afin que chacun n'ignore pas le droit et ainsi parfaire votre activité syndicale.

Nous vous proposons ce mois-ci un récapitulatif de tous les sujets que nous avons abordés durant cette année 2021, où les problématiques liées au contrat de travail ainsi qu'aux licenciements économiques ont été les plus fréquentes mais où des sujets liés à la santé au travail ou encore à la réglementation ont également fait l'objet de numéros.

En attendant un prochain numéro en 2022, le service juridique de la Fédération vous souhaite d'excellentes fêtes de fin d'année !

THEME	TITRE	DATE	N°
Contôle et Réglementation	L'inspection du travail	Janvier 2021	603
Santé au travail	La médecine du travail	Février 2021	604
Licenciement économique	Le contrat de sécurisation professionnelle	Mars 2021	605
Licenciement économique	Le congé de reclassement	Avril 2021	606
Contrat de travail	La période d'essai	Mai 2021	607
Emploi	Le statut de travailleur handicapé	Juin 2021	608
Employabilité	Le droit à la formation	Juillet - Août 2021	609
Santé au travail et contrat	Le passe sanitaire	Septembre 2021	610
Santé au travail	La prévention	Octobre 2021	611
Temps de travail	Le forfait annuel en jours	Novembre 2021	612
Tableau récapitulatif 2021		Décembre 2021	613

Des métaux et des mots

Tous les mois, FO Métaux vous propose mots croisés et sudoku, ainsi qu'un peu de culture, syndicale bien sûr, autour d'un mot chargé d'histoire et que les métallos connaissent bien.

Solution du n° 612

4	3	2	1	9	5	8	7	6
8	1	5	7	2	6	9	3	4
7	6	9	8	3	4	5	1	2
3	2	8	6	7	9	4	5	1
9	4	1	3	5	2	7	6	8
6	5	7	4	1	8	3	2	9
5	7	6	9	8	1	2	4	3
1	9	3	2	4	7	6	8	5
2	8	4	5	6	3	1	9	7

Sudoku

	2					6		
8	7				3			
	1		4	6		3		
4	6	7			5			
				7				
			3			9	2	7
		2		1	8		3	
			2				8	4
		1					9	

Le mot du mois : Négociation



On semble toucher au but en cette fin d'année quant à la négociation marathon du nouveau dispositif conventionnel de la métallurgie.

Le mot est loin d'avoir toujours revêtu son

sens actuel, qui constitue la raison d'être du syndicalisme réformiste : un ensemble d'entretiens et de démarches entrepris dans le but de conclure un accord. Non seulement il est longtemps resté attaché à l'activité commerciale, mais ce dérivé de « négoce », emprunté au latin *negotium*, désignait plus anciennement encore, de façon très générale, des affaires, des occupations ; peu à peu, son domaine s'est réduit à l'activité professionnelle liée aux échanges de marchandises et de valeurs.

Aujourd'hui, même si le mot fait un peu vieillot, le « négoce » concerne encore l'activité commerciale, et elle seule, opérée par des *négociants*, tandis que la négociation, qui est le fait de *négociateurs*, peut certes rester commerciale, mais s'est aussi déplacée vers des domaines moins strictement liés aux espèces sonnantes et trébuchantes : le syndicalisme, donc (quoique les salaires y tiennent souvent la vedette), la politique et la diplomatie.

Pour ouvrir une négociation dans un climat serein, on peut commencer par assurer ses interlocuteurs que « tout est *négociable* », à moins que la bonne méthode ne consiste au contraire à poser d'emblée certaines bornes en affirmant avec force : « *Ce point n'est pas négociable !* » Mais pour parvenir à un accord, c'est toute la difficulté du réformisme, encore faut-il qu'existe un espace commun aux exigences des deux parties ; dès le début, ou se dégageant peu à peu. Sinon, c'est la *rupture des négociations*, qui n'exclut pas ensuite une possible *reprise*.

À noter que dans les années 1920 la langue française a importé un anglicisme qui donne au verbe *négocier* le sens de « manoeuvrer avec habileté » dans l'expression *négocier un virage*. Sens très concret pour qui est assis au volant (sinon, c'est le décor), mais pas que : on voit régulièrement des hommes politiques tenter, avec plus ou moins de succès, de négocier eux aussi un virage. Qui, dans le pire des cas, peut atteindre 180 degrés.

Mots croisés n° 613

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
A											
B											
C											
D											
E											
F											
G											
H											
I											

Solution du n° 612

V	A	C	C	I	N	A	T	I	O	N
A	U	R	I	C	U	L	A	I	R	E
G	R	I	L		E	S		G	R	
A	E		O	M	S		S	A	V	
B	O	D	E	G	A		M	E	N	U
O	L	O	N		L	A		S	I	R
N	A	U	F	R	A	G	E		S	E
D	I	A	L	O	G	U	I	S	T	E
S	T	R	A	T	A	G	E	M	E	S

Horizontalement

A. Avec le temps, il a cessé d'être nouveau. B. Se prête aux travaux dirigés. C. Dans le 06. Qui n'est plus à sec. D. Vivent sans le savoir. Pour une cure ou une corrida. E. À l'entendre, c'est une héroïne. Autre beauté antique. Coule en Sibérie. F. Accélèrent dans le tunnel. Du rab de poulet. La puce à l'oreille. G. Joint à joint. Souffres d'une forme de grippe. Note. H. Dans le fond, ce n'est pas l'essentiel. I. Comme une lentille, mais pas pour grossir.

Verticalement

1. Tel un lien provisoire. 2. Sans eau sous la corbeille. 3. Colline inspirée. Le père de Tintin, bien entendu. 4. Greffais. Sorti de la sciure. 5. Liaison locale. Plante avec un seau. Près de Lille. 6. À suivre. Impossible à tenir tout seul. 7. Habitants tout retournés. À d'autres ! 8. Pour qui se contente du petit bain. Taupe. 9. Creuses une matière. Pas encore approuvé. 10. Fis plein de pâtés. 11. Ne s'était donc pas assez penché.

DES EXPERTS AU SERVICE DES CSE



Comprendre pour savoir,
savoir pour agir !

**GROUPE
LEGRAND**

Des experts 360° qui vous écoutent et vous accompagnent depuis plus de 30 ans.

Expertise comptable

Situation économique, Politique sociale, Orientations stratégiques, Droit d'alerte, PSE, Tenue / Audit des comptes du CSE...

Conseil & Assistance

Accompagnement au quotidien pour toute question d'ordre économique, sociale ou juridique

Formation

Formation CSE - SSCT inter et intra dans toute la France et en visioconférence



www.groupe-legrand.com



**Expertise
Comptable**



**Conseil &
Assistance**



Formation

**GROUPE
LEGRAND**

 Paris - Lyon - Bordeaux - Lille - Marseille

 01 42 25 30 30

 info@groupe-legrand.com





VOUS PRENEZ SOIN DES AUTRES, à nous de vous donner un **coup de pouce !**

Vous vous occupez d'un proche (enfant, conjoint ou parent) dépendant, handicapé ou souffrant d'une maladie de longue durée ? **Grâce à votre complémentaire santé et/ou prévoyance, vous pouvez bénéficier de solutions concrètes et personnalisées pour vous épauler.**

Pour en savoir plus sur votre accompagnement social, consultez notre site internet malakoffhumanis.com

